

### Question des Lieux-Saints.

On lit dans l'Univers de Paris :  
Il nous parvient le 22 décembre des renseignements sur la question des Lieux-Saints. Les uns concernent l'Autriche et les autres puissances; d'autres nous font connaître l'état actuel de la négociation. Nous commençons par ceux-ci :

Les correspondances que nous recevons de Constantinople confirment, pour le fond, les nouvelles déjà connues. Une circonstance dont personne ne parle aggrave l'objet de la lettre autographe du Czar. Elle est intervenue au moment où la question allait être résolue à l'amiable, du consentement des Grecs eux-mêmes. Nous aimons à insister sur ce point; il est juste d'en tenir compte aux hommes sensés de cette nation, qui, n'étant pas sous le coup direct de l'influence du patriarcat romain, avaient compris tout ce que les catholiques, par l'intermédiaire de la France, leur protectrice et leur avocate, mettaient de peine, de modération et de charité dans la négociation.

En effet, notre représentant M. de Lavalette, qui n'a cessé de traiter l'affaire avec une élévation de vues dont la diplomatie offre de trop rares exemples, avait proposé que les Grecs continuassent à jouir avec nous des sanctuaires dont ils nous ont déposés par la violence et l'intrigue. Cette concession toute gratuite et toute volontaire avait pour but deux choses: d'abord de prouver que la véritable église n'aime toujours à user de condescendance et de douceur envers ses enfants égarés; ensuite de prévenir des scènes de désordre qui ont été jusqu'à ensanglanter les sanctuaires usurpés, le schisme n'ayant d'autre argument contre les réclamations de nos religieux que le poignard et les coups de bâton. Sans doute, l'exécution du traité de 1740, époque approximative de l'usurpation, nous eût rendu, comme nous l'étois alors, seuls véritables et légitimes possesseurs; mais enfin, nous consentions à admettre à la participation des sanctuaires ces hommes qu'une exclusion totale eût désespérés, et plus aveuglément indisposés contre les Latins.

Ce procédé, pendant depuis plus d'un siècle, allait donc avoir un dénouement désirable, quand arrive de Pétersbourg une lettre par laquelle le Czar menace le Sultan de rappeler son ambassadeur si la négociation n'est pas suspendue et le *statu quo* observé. Le fâcheux grand-visir Richard Pachà a été au-dessus de cette épreuve; il a craint sans doute, de perdre, dans le conflit, sa lucrative dignité, et il a engagé son maître à combler la tête.

Ainsi, voilà l'autocrate qui inflige à la fois le plus humiliant affront à l'église, dont il est depuis vingt ans le persécuteur encore impuni, et à la France, qu'il fait cajoler et amuser pourtant à Paris, tandis qu'il la soulève à Constantinople. De quel droit intervient-il dans ce débat? Assurément, la Russie n'en a aucun. A peine commencent-elle à naître et à être comme un Etat européen civilisé, quand éclatent nos contestations avec les Grecs. Les Turcs sont liés à notre égard par dix traités solennels, et elle n'en a pas un à exhiber. Il y a donc dans cette acte l'abus le plus révoltant de la force et de la force. Le Czar a spéculé sur la timidité des Ottomans, sur notre faiblesse présente et sur les éventualités de 1852. Son calcul ne le tromperait-il point?

Si un gouvernement peut désormais se jeter au milieu de deux autres en litige, sans raison, aucune, et seulement parce qu'il lui plaît de se croire le plus fort, où en sommes-nous dans ce 19ème siècle, vanté comme l'ère d'un progrès et d'un perfectionnement extraordinaires? On le voit: en attendant celle dont la démagogie nous menace, la vieille barbarie n'est pas morte.

Toute faible et abattue qu'on la suppose, la France consentira-t-elle à devenir en silence une insule qui retombe sur tout le catholicisme? ou bien n'y verra-t-elle pas une occasion que Dieu lui offre contre les barbares intérieurs et les barbares extérieurs? Qui peut savoir à cette heure ce que vaudrait dans l'ordre providentiel, pour notre malheureux pays, une résolution générale en faveur de la juste cause dont il est le défenseur? Quand on a pour soi le droit, reculer n'est pas seulement une lâcheté; c'est aussi une impiété, car c'est désespérer de Dieu même. L'expédition de Rome nous a sauvés de la crise de 1848. Résister en face à la Russie, dans les conseils de la Porte, quelles qu'en puissent être les conséquences, nous paraît le moyen le plus sûr de conjurer les périls de 1852.

Les renseignements que nous transmet sur les dispositions de l'Autriche notre correspondant de Vienne, modifient Popinion que l'on s'en est fait assez généralement. Il paraît certain que Mgr. Valerigi, le patriarche de Jérusalem, qui avait fait le voyage de Rome pour engager les principales puissances catholiques à revendiquer la possession des sanctuaires usurpés, a quitté l'Occident après avoir obtenu de toutes, les promesses formelles de leur concours. Ceci contredit l'assertion que nous trouvons dans le Journal des Dé-

bat de ce matin, savoir, que le roi de Naples marche avec la Russie.

La seule puissance dont les intérêts s'accordent en ce moment avec la passion du Czar serait l'Angleterre. Il est certain qu'elle convoite tout ce qui avoisine l'isthme de Suez, et qu'elle s'empare indubitablement de la Syrie et de l'Égypte, si le jour marqué par la Providence pour l'affaiblissement de l'empire ottoman trouve les gouvernements catholiques affaiblis comme aujourd'hui par les révolutions, affaiblis plus encore par leurs rivalités, ou si l'Angleterre n'a pas déjà reçu le châtiment qu'elle s'attire chaque jour pour ses méfaits. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, la Palestine était jamais remise à l'empire britannique, il faudrait s'attendre à voir le Saint-Sépulchre amené en Angleterre avec d'autres objets d'antiquité juive ou égyptienne, et montré, pour quelques shellings, comme un curieux monument de superstition papiste.

Le Piémont ne doit pas être compté. Son gouvernement actuel, aveugle instrument des sociétés secrètes, n'a plus de sens pour ce qui tient à la religion et à la patrie. S'il sacrifie le Piémont à l'Angleterre, il peut aussi lui sacrifier la Palestine; nous le tenons pour capable de tout.

Les autres puissances catholiques, conjointement avec la France; l'Autriche, Naples, la Belgique, l'Espagne et le Portugal, réclament la restitution de tout ce qui a été enlevé aux Latins, tant à Jérusalem que dans le reste de la Terre-Sainte.

Pour ce qui regarde l'Autriche, on nous assure que, sur l'invitation de la France, elle s'est empressée de prendre tous les renseignements qui pouvaient l'éclairer, et qu'après s'être convaincue que nos réclamations sont justes et fondées en elles-mêmes, non moins que saints dans leur objet, elle a donné ordre à son chargé d'affaires à Constantinople de rappeler la Porte-Ottomane à l'exécution des traités. Comme elle a fait elle-même, à différentes époques, des conventions avec la Turquie qui renferment ces clauses spéciales en faveur des établissements catholiques de Terre-Sainte, c'est l'exécution de ces stipulations qu'elle réclame.

C'est elle qui a proposé la création d'une commission mixte pour constater l'état de possession des catholiques à l'époque des derniers traités. On dit que l'Autriche est prête à s'emparer du protectorat de la Palestine, s'il venait à être abandonné par la France. Notre correspondant regarde ce soupçon comme injustifié et gratuit. Rien, dit-il, ne le justifie. Il ajoute que si, effectivement, la France, par impuissance ou mauvais vouloir, devait renoncer à son protectorat, il ne comprendrait pas que des catholiques pussent craindre de voir une autre puissance catholique faire de louables efforts pour soustraire aux infidèles et aux schismatiques ce qu'ils retiennent injustement.

Dans une question aussi grave, nous n'avons pas voulu laisser peser sur l'Autriche des imputations de nature à porter atteinte à sa considération dans le monde catholique, sans donner la parole à un de ses défenseurs. Il argue de faits trop faciles à contredire, s'ils étaient faux, pour que nous ne fussions portés à y ajouter foi, quand bien même nous ne serions pas aussi parfaitement édifiés que nous le sommes sur l'honorabilité de son caractère.

La Russie et l'Angleterre, voilà donc les deux obstacles sérieux que nous trouvons dans cette voie. Il nous semble que, réduite à ces termes, la position se simplifie beaucoup, et permet à notre ambassadeur d'apporter dans la négociation un argument politique décisif. En effet, que la crainte d'une guerre avec la Russie paralyse les bonnes intentions de la Porte, il serait facile de lui prouver que ce serait le signal d'une guerre continentale, où elle aurait pour auxiliaire non-seulement la France, mais l'Angleterre et l'Occident tout entier. L'intégrité de la Turquie importe à la paix du monde. L'Angleterre a le plus grand intérêt à ne pas se heurter en Syrie contre une frontière russe. Entre la passion du Czar et le mercantilisme britannique, la France peut faire triompher, avec un peu de fermeté, le droit religieux qu'elle a l'obligation étroite de sauvegarder.

### Les restaurateurs.

[Les réflexions suivantes se trouvent consignées dans un écrit de M. Weil intitulé: "Roi et Président," dans lequel il examine si à Roi est possible en France.]

Depuis que nous n'avons plus de roi, la France est remplie de restaurateurs de la royauté, qui tous veulent faire un civet de lièvres sans lièvres; d'aucuns mêmes préfèrent un renard.

Tout royaliste en France possède un secret particulier pour rétablir la monarchie, et chose curieuse, presque tous ne demandent pour réussir qu'une chose: qu'il n'y ait plus de roi, ou, pour le moins, qu'il fasse comme s'il n'existait pas.

Les uns croient pouvoir le rétablir avec des journaux, d'autres avec des discours, d'autres encore avec des conspirations, enfin bon nom-

bre de royalistes, dans le but de se débarrasser de leurs principes, ont abdiqué dans la main de la Providence.

Autant de rêveurs, d'utopistes, d'impaisants!

Passons en revue les chances de tous ces sauveurs.

La plus grande partie des royalistes croient que la fusion faite, la monarchie n'a plus qu'à venir.

Admettons un instant que M. Thiers soit légitimiste et que le général Changarnier soit élu président.

Tout d'abord il est à craindre, qu'une fois investi de la présidence, le général, au lieu de se parjurer, ne préfère rester fidèle à son serment et à ses fonctions. Ce serait tout honnêtement une nouvelle consécration de la République.

En second lieu, il est à présumer que l'Assemblée loin d'être monarchique, sera républicaine, toujours dans le but de conserver sa part de pouvoir, forcément restreinte sous une monarchie.

Oublie-t-on que, la veille du rétablissement de Charles II, Monk a fait fusiller plusieurs royalistes pour prouver son attachement à la République? Il n'a pas consulté le Parlement. Il lui a dit: Voici votre roi, et le Roi était là. Il est vrai qu'il n'avait pas de cousins d'Orléans.

Il faudrait donc avoir recours à un coup d'Etat. Or, on ne viole jamais rien, pas même une Constitution, pour une autre.

Certes, il serait du devoir du peuple et de l'Assemblée de revenir à la monarchie légitime. Bien plus! faute par eux de faire ce devoir, la France est exposée à devenir à la fois la proie des communistes et de l'étranger.

Mais où donc dans l'histoire se trouve-t-il un exemple d'une assemblée souveraine qui, faisant abnégation de son pouvoir, ait abdiqué dans la main de son roi légitime? Si tant est qu'une assemblée fût un roi, elle choisirait certainement un prince *illégitime*, qui tenant tout d'elle, resterait pour ainsi dire sous sa dépendance.

Comment! du temps où il y avait encore de la loi et du respect pour le principe national, les hommes n'ont fait leur devoir que forcés, et l'on se berce d'illusion que, dans une époque sans foi, ni loi, ni roi, les hommes deviendront subitement des saints! Ceux qui espèrent le retour de la légitimité par une assemblée souveraine sont de vieux enfants, qui n'ont pas la moindre connaissance du caractère humain.

Je crois, pour ma part, que le peuple français est proprement monarchique. Je suis convaincu qu'il aime mieux au fond la branche aînée que la branche cadette. Celle-ci n'est à ses yeux qu'une maîtresse gouvernementale avec laquelle on se ruine mais à laquelle on refuse le domicile conjugal.

S'ensuit-il de là que le peuple irait un beau matin se mettre aux pieds de Mgr comte de Chambord le prier les mains jointes, de le gouverner?

On oublie qu'une nation a sa pudeur comme une femme.

Elle a beau aimer éperdument un jeune homme, elle n'irait pas, dût-elle en mourir de désespoir, lui offrir ses faveurs. Elle attendra bien quelque temps, en refusant d'autres partis, qu'il vienne la prendre, mais, d'attente lassée, elle finira pas se jeter à la tête du premier venu.

Il faut attendre, disent les plus déçus, que la guerre sociale éclate. D'abord il me semble que la révolution de février et les journées de juin étaient quelque peu cousines germaines de la guerre sociale. En ce temps le président n'était pas encore élu. On n'avait qu'à se faire précéder d'une croix blanche, en guise de drapeau, et adresser aux français ces simples paroles:

« JE VIENS, OU POUR VOUS FAIRE VIVRE AVEC MOI, OU POUR MOURIR AVEC MOI. »

Mais supposons que, pour nos péchés, Dieu ne l'ait pas voulu. Croit-on que dans une guerre sociale nous manquerions de sauveurs? Le général Cavaignac est tout prêt à nous sauver une seconde fois. Le général Changarnier sera le premier sur la brèche. Les princes d'Orléans, qui sont à une journée de distance, pourraient bien vouloir nous sauver pour eux. Nous serions perdus à force de sauveurs!

D'ailleurs, soit. M'est avis que ce que tout le monde prédit arrive amplement; Dieu, qui inspire directement l'homme de génie, ne se fait pas la compère des hommes et des journaux terre à terre. Vous ou moi, si nous commençons une guerre sociale, nous serions des misérables. Mais un roi, plus heureux que son peuple, venant se sacrifier pour le sauver, victorieux ou non, est et sera toujours un héros; vivant ou mort, est et sera toujours le sauveur de la monarchie et de la société.

Il ne faut pas connaître la condition humaine pour croire que le moindre bien puisse se faire sans efforts, sans douleurs, et sans sacrifices humains. Il faut pousser la vanité jusqu'à l'idolâtrie pour croire qu'on fasse le bien avec un discours ou un manifeste. Cinquante discussions parlementaires, cent dis-

courses de Berryer ne feront pas avancer la légitimité d'un pas. Un seul acte héroïque fait plus de bien à une cause que cinquante mille circulaires, fussent-elles de la Gazette.

Ce ne sont pas les écrits de Louis Bonaparte qui l'ont fait être, mais ses actes. Henri V écrit certainement des lettres charmantes à son cher Berryer, Henri IV les aurait portées lui-même à l'Assemblée. Il est vrai qu'il aurait passé d'abord par le chemin de la victoire.

### LE PRÉSIDENT.

Mais, me dira-t-on, vous voulez la guerre civile.

Voici ma réponse :  
J'ai dit ce que je pense des fonctions royales et des moyens de rétablir la monarchie. Si j'étais roi, je ferais mon devoir. Je ne reculerais ni devant les hommes, ni devant le diable.

Mais loin d'être le roi, je ne suis qu'un simple citoyen. Comme tel, je dois respect et soumission aux lois existantes, si défectueuses qu'elles soient.

Depuis que le président est élu, je n'ai jamais écrit une ligne contre lui. Je méprise ceux qui l'attaquent dans un intérêt de parti.

Si je pouvais le remplacer par un principe stable et national, c'est à dire par la légitimité, je le ferais. Mais je regarde comme le dernier de criminels celui qui lui suscite des embarras dans un but personnel.

Le président a dit dans un de ses procès : « Si Henri V eût été sur le trône, je n'aurais fait aucune tentative pour m'emparer du pouvoir. Mais je crois avoir autant de droits que Louis-Philippe. » Il est vrai.

Je ne vois pas où tend et les partis coalisés. En tout, j'aime la franchise et la bonne foi.

Je comprends les républicains qui désirent maintenir la constitution et qui la combattent sous ce bouclier. Cette constitution les amènera tôt ou tard au pouvoir. Heureux s'ils peuvent s'y maintenir. J'en doute. Etant au parti, ils deviendront les premières victimes de la guerre socialiste de leur propre parti.

Mais où tendent les orléanistes et les légitimistes? Sont-ils devenus républicains? Qu'ils s'associent donc franchement à la gauche. Veulent-ils la légitimité? Qu'ils osent donc le proclamer en face du peuple. Qu'ils osent dire : « Nous faisons la guerre à Louis Bonaparte, parce que nous voulons rendre à la France sa splendeur et sa grandeur par le rétablissement de la monarchie légitime. Dans ce but, nous ne reculons devant rien, pas même devant la mort. »

En ce cas, il n'y a qu'une seule chose à faire. Faire venir le roi et combattre à ses côtés. Faire de l'argent, lui sacrifier vie et fortune.

Ce serait franc, noble, hardi, ce serait français et ce serait bien.

Mais renverser l'autorité existante, la passer vers le socialisme, sous prétexte de sauver la constitution, c'est s'emparer de gaieté de cœur sous les décombres de la société.

En dehors de la royauté qui ne peut être rétablie sans le roi, il y a trois issues :

Le socialisme, l'orléanisme, le bonapartisme.

Entre ces trois phases, j'aurais dire entre ces trois prévisions, il faut choisir le moins mauvais. Au lieu donc de diviser le pouvoir et de pousser, par des intrigues, le président vers des coups de tête, il faudrait franchement le soutenir. Cela suffirait pour écarter les parasites et les écorchés.

Je n'ai jamais parlé au président. Je ne le connais pas. Dieu aidant, je n'aurais jamais besoin d'aucun gouvernement. Mais, si grands que soient ses défauts, il n'est pas plus imparfait qu'un prince d'Orléans, qu'un chef socialiste, qu'un président neutre, qui, tôt ou tard, nous suscitera les mêmes embarras. Du moins son nom rappelle la force et le gloire. Mais que rappelle le nom d'un prince orléaniste à la tête de la république?

Une tradition de famille.

A moins toutefois que nos bourgeois ne soient devenus de sincères républicains!

En ce cas, il n'y a rien à dire, il n'y a qu'à rire.

Après tout, il n'y a point de gouvernement parfait.

Le moins mauvais est le meilleur.

En dehors d'un principe, le gouvernement qu'on a est toujours le meilleur.

« Je ne connais pas la vie d'un coquin, a dit de Maistre, mais celle d'un honnête homme. Elle est affreuse. »

Mais un principe ne se défend ni ne se restaure avec la ruse et des intrigues. Il lui faut le dévouement et le sacrifice du devoir. Que ceux d'ailleurs qui pourraient me reprocher de provoquer une conflagration rentrent en eux-mêmes. Bonapartistes, Légitimistes, Orléanistes, Socialistes, regardez-vous, écoutez-vous, tous vous travaillez à démolir ce qui nous reste de la société chrétienne et civilisée.

Dieu, probablement, le veut ainsi. Car, il n'y a plus de criminels qui courent après le châtiment, que de châtiments qui courent après les criminels.

### Variétés.

NAPLES.—Nous avons sous les yeux des documents authentiques de la gratitude la plus profondément sentie et la plus fidèle des communes du royaume envers le Roi, qui les a dispensées de plusieurs taxes. Depuis les chefs-lieux de province jusqu'aux districts et même les plus petits villages, tous ont voulu faire entendre respectueusement la voix de la plus profonde reconnaissance pour la haute et sage munificence royale dont nous avons publié précédemment les actes. Et maintenant que quelques écrivains s'égarent dans ces utopies, nées un jour et détruites le lendemain, qu'ils viennent ce progrès que les populations ne voient que dans leurs journaux, nous ne leur enverrions pas la description des songes splendides de leur imagination, tant que nous aurons à parler des biens solides et réels, de la sincérité et de la satisfaction qu'éprouvent toutes les municipalités de ce pays pour les soulagements qu'elles ont reçus de notre excellent monarque.

—On sait que l'illustre Duguesclin ordonna à son lit de mort que son cœur serait transporté à Dinan, sa ville natale, et que ce dépôt précieux fut placé dans l'église des Dominicains de cette ville. Ce monument ayant depuis reçu une autre destination, ces cœurs vénérables furent, par ordre de l'Empereur, transférés, le 9 juillet 1840, dans l'église de Saint-Sauveur, où elles sont encore aujourd'hui.

L'inscription primitive qui les reconstruit vient d'être restaurée tout récemment et rétablie d'après un vieux manuscrit de la ville et selon le texte original. Voici cette inscription curieuse: «Cy gist le cœur de messire Bertrand Du Guesclin, en son vivant constable de France, qui trespasa le XIII jour de juillet l'an Mil IIIe CCC. XX, dont son corps repose avec ceux des Roys à mérit. Denis en France. »

Le corps de Duguesclin avait été en effet inhumé à Saint-Denis; mais les déportées mortelles de ce guerrier qui a sauvé la France ont été profanées en 93 par la horde dévastatrice qui a détruit les tombes royales.

—Lors de l'expédition que vient de faire dans la Kabylie les colonnes des généraux François Canou et Bonquet, on trouva dans un petit village des Beni-Abbes, situé près de Kalâ, cinq pièces de canon qui paraissent remonter au dix-septième siècle. L'une d'elles, qui est la mieux conservée, présente au dessus du robinet un L majuscule portant une couronne fleurdelisée qu'on reconnaît facilement pour être la couronne d'Espagne qui avait été adoptée par Philippe V, et ses successeurs.

Cette circonstance et la tradition populaire du pays semblent prouver le fait d'une expédition espagnole dans l'intérieur de la Kabylie, qui aurait eu lieu sous le règne du roi Charles III, qui commença avec quelques succès, n'aurait pas eu une issue favorable. On sait que les Espagnols, depuis les conquêtes de Ximénès ont conservé quelques points du littoral africain, et que c'est de là qu'ils partaient pour faire des excursions dans l'intérieur du pays, excursions qui ont été assez fréquemment renouvelées.

Ces armes, curieuses pour l'art et pour l'histoire, ont été dirigées sur Bougie, où elles seront embarquées et apportées en France, pour être placées au musée d'artillerie de Paris.

### ANGLETERRE.

Une cérémonie des plus intéressantes réunissait un des jours de la semaine dernière un grand nombre de catholiques à Gravesend, petite ville d'Angleterre située sur les bords de la Tamise. Il s'agissait de l'abénédiction et de l'ouverture d'une fort belle église. Le nouvel évêque de Southwark avait voulu officier lui-même dans cette circonstance, et S. Em. le cardinal Wiseman était venu par sa présence relever l'éclat des cérémonies. Cette nouvelle église gothique, assez spacieuse pour contenir 1,200 personnes, avait été construite, il y a treize ans, par le révérend M. Blew, ministre protestant. Ayant fait lui-même tous les frais des constructions, cet édifice était sa propriété personnelle, et c'est grâce à cette circonstance que les catholiques ont pu en prendre possession. M. Blew n'avait jamais partagé la haine de ses confrères contre les catholiques; il avait même dans ces derniers temps réussi à faire blâmer publiquement par ses paroissiens les excès auxquels toutes les provinces de l'Angleterre se sont laissées aller. Ses opinions religieuses différaient essentiellement de celles de l'église anglicane. Sommé par son évêque de renoncer à ses convictions et de prêcher une doctrine qui leur était opposée, il a refusé de le faire; à la suite de ce refus, il a été lancé un interdit contre lui. L'église de M. Blew devenant pour lui une propriété complètement inutile, il l'a vendue aux catholiques de Gravesend.

—Une retraite prêchée à Stelybridge a été suivie avec tant d'empressement que les missionnaires ont dû prêcher en plein air. L'église ne pouvant suffire à la foule des fidèles, les prêtres du voisinage, appelés en aide aux curiers évangéliques, sont restés jour et nuit